

Nouvelles locales du lundi 24 juin 2013

@rib News, 24/06/2013 | Justice - Le journaliste Lucien Rukevya de la RTNB a été libéré ce lundi après-midi de. Il devra comparaître ce vendredi devant le Substitut du Procureur en Mairie de Bujumbura. L'ancien ministre et Professeur d'université Ignace Bankamwabo a lui aussi été libéré. Rappelons qu'ils étaient accusés de collaboration avec le mouvement M23 de la RD Congo. [Rtnb/Bonesha/Isanganiro/Rpa]

Politique / Société - Tenue à Bujumbura d'un atelier d'échange sur le travail de la CNTB et celui de la Justice de la réconciliation nationale. Lors de son ouverture, le président de la République a estimé que le travail de la CNTB est satisfaisant même si tout n'est pas rose. Pierre Nkurunziza trouve que l'atelier devra être bénéfique pour la suite du programme de réinstallation des rapatriés et la réconciliation nationale. Cette réunion a vu la participation des politiciens, les organisations de la société civile, les Ambassadeurs accrédités à Bujumbura, les religieux et autres.

[Rtnb/Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rpa]- Le directeur de la CNTB en Mairie de Bujumbura estime quant à lui que les acquéreurs de bonne foi n'existent pas puisqu'ils n'arrivent pas à prouver leur bonne foi. Pierre Claver Sinzinkay alors que le fonds d'indemnisation n'est pas nécessaire. Réaction tout à fait contraire du Secrétaire général Jacques Bigirimana trouve que ces acquéreurs de bonne foi existent en bonne et due forme et qu'ils doivent être protégés. Il estime ainsi que le fonds d'indemnisation doit être mis en place puisqu'il s'agit même d'un accord de réconciliation nationale préné par l'Accord d'Arusha. Il estime aussi que les solutions de la CNTB doivent être plus techniques que politiques pour être un peu plus efficace. [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rtnb]- Selon le représentant Igal du FOCODE, il est rassurant que la question commence à se faire entendre. Pacifique Nininahazwe trouve aussi que le président de la République a fait un pas en avant dans ses propos en reconnaissant que tout n'est pas rose. Selon lui, il reste la mise en place d'une commission mixte de travail qui devra mettre en application les recommandations.

[Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr]- Selon le courant de réhabilitation du parti Uprona, cet atelier est comme une mise en scène. En effet, le professeur Evariste Ngayimpenda trouve que durant une seule journée, les 250 députés ne vont pas analyser le travail de la CNTB sous tous ses angles. De plus, il constate qu'ils n'ont pas été invités alors que ce sont ceux qui représentent la majorité des Upronistes et ont été invités ceux qui étaient le premier vice-président de la République qui est un acolyte du pouvoir en place. En fin, il est étonnant que l'on se penche sur le travail d'une commission sans rapport qui devrait être déjà publiée pour éclairer les débats et orienter les futurs travaux.

[Rtnb/Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtr] | Education - Répondant à des intimidations du parti CNDD-FDD du week-end dernier intimant l'ordre aux enseignants en grève de regagner le travail, la présidente du syndicat STEB estime que les intimidations ne résolvent pas des problèmes. Eularie Nibizi estime ainsi qu'il y a confusion entre le rôle d'un politicien et celui d'un enseignant. Elle affirme qu'ils sont des fonctionnaires de l'Etat et non des politiciens et donc ne sont pas concernés par le règlement d'ordre intérieur d'un parti politique mais plutôt par le statut de la fonction publique. [Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtr]- Les enseignants de la province scolaire de Bubanza n'ont pas répondu à l'appel lancé par les responsables du parti CNDD-FDD de regagner le service ce lundi. Dans une réunion tenue ce lundi, les enseignants ont décidé de continuer la grève. Les écoles ont continué à chasser les élèves. Les membres du parti CNDD-FDD estiment que leur parti devrait plutôt aider à résoudre les disparités salariales entre ses membres au lieu de les laisser travailler dans l'injustice. Ils demandent aussi au président du CONAPES de démentir les propos selon lesquels les enseignants ont perçu leur salaire du mois de mai. [Rpa/Bonesha]- Dans la province Bururi, c'est le même scénario puisque les enseignants n'ont pas répondu à l'appel lancé par ces responsables du parti au pouvoir. Dans la commune de Rurubu les enseignants tant du primaire que du secondaire ne se sont pas présentés au service arguant qu'ils ne sont pas des membres du parti au pouvoir. Ainsi, 7/8 des écoles primaires de cette ville étaient fermées. Dans les communes de Matana, Rutovu et Bururi, les enseignants n'ont pas travaillé. [Bonesha]- Les enseignants de la commune Nyamurenza dans la province de Ngozi affirment que l'Administrateur de cette commune a demandé à la population d'aller assiéger les domiciles des enseignants pour les contraindre à arrêter leur mouvement de grève. Selon ces derniers, cette autorité communale est passée ce lundi à leurs domiciles pour les intimider afin qu'ils regagnent par force le travail. Le Directeur provincial de l'enseignement dans la province de Ngozi a fait savoir qu'il n'était pas au courant de cette situation et a promis d'enquêter pour en savoir plus. Quant à l'Administrateur concerné, il n'a pas voulu en dire un mot. [Rpa]- La Commission nationale indépendante des droits de l'Homme fait savoir qu'elle a été saisie par le CONAPES afin qu'elle puisse jouer la médiation entre ce syndicat et le gouvernement à propos de la grève en cours. Selon la vice-présidente de cette commission, ils vont essayer de mettre ensemble les deux parties afin de trouver un terrain d'entente. Sonia Ndikumamasabo est optimiste quant à l'issue des prochaines consultations. [Bonesha]- Les syndicats STEB et SYNAPEP viennent de s'exprimer un communiqué de presse dans l'après-midi de ce lundi pour annoncer l'arrêt du mouvement de grève. Selon ces syndicats, les enseignants se présenteront au service ce mardi matin. Ils déplorent toutefois le fait que le Gouvernement se livre à des intimidations et lui demandent de les cesser immédiatement. Ils réitérent leur volonté de continuer à réclamer leurs droits et font savoir que si l'attitude du Gouvernement n'est pas du tout rassurante, ils vont prendre d'autres mesures beaucoup plus strictes. [Rtnb/Rpa/Bonesha/Rtr] | Economie - Les associations unies au sein de la coalition contre la vie chère sont inquiètes sur l'instauration d'une taxe intermédiaire de 10% sur les produits de première nécessité tels que ceux utilisés pour se nourrir, se loger, se vêtir et se faire soigner. S'exprimant au nom de plus de 400 associations, le président de l'OLUCOME trouve que si les propositions du président de la République d'instaurer cette taxe et la révision de la loi sur la TVA de 2009 sont acceptées par le parlement, il y aura une augmentation de plus de 10% du coût de la vie. Gabriel Rufyiri estime qu'en voulant combler le déficit dans son budget, le pouvoir veut sucer la population. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa] | Droit de l'Homme - Une veuve de la commune de Mabayi de la province de Cibitoke accuse le président de la Commission Nationale Terre et autres Biens au niveau national de lui avoir confisqué sa propriété à son défunt mari décédé en 1972. Madeleine Kubwimana que Monseigneur Sapiro lui avait promis de régler cette affaire à l'amiable, mais qu'il a soudainement changé d'avis.

qu'après lui a même intimé l'ordre de ne plus lui adresser une correspondance ou lui téléphoner. Il a par ailleurs demandé cette femme de porter plainte. Elle demande que sa propriété lui soit remise. Alors que Mrg Sapiro a mis en garde les journalistes sur cette question, un des membres de sa famille a affirmé que cette propriété a été achetée par Monseigneur Sapiro et que cette femme aurait l'intention de nier la vente. [Rpa]